



GEF/A.3/Inf.2/Rev.1  
8 août 2006

---

Troisième Assemblée du FEM  
Le Cap (Afrique du Sud)  
29-30 août 2006

NOTE DE SYNTHÈSE POUR LA TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU  
SUR LE FINANCEMENT DE L'APPLICATION  
DES CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR L'ENVIRONNEMENT  
PAR DES MÉCANISMES OBEISSANT AUX LOIS DU MARCHÉ

## **Introduction**

1. Au regard de la recherche soutenue, à l'échelle mondiale, de nouvelles approches du développement durable, les initiatives énergétiques visant à soutenir des mécanismes faisant appel au marché pour financer l'application des conventions internationales sur l'environnement viennent à point nommé. Les participants à la table ronde sont invités à examiner l'importance du financement, par le marché, des actions prioritaires de protection de l'environnement mondial dans le cadre d'une dynamique insufflée par des partenariats établis entre les secteurs public et privé, les organisations multilatérales, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile.

## **Des financements pour l'environnement**

2. Les gouvernements, les organismes d'aide publique, le secteur privé et la société civile ont tous un rôle capital à jouer dans la mise en place d'une panoplie d'instruments réglementaires et financiers pour l'application des accords multilatéraux sur l'environnement.

3. Une plus grande efficacité des partenariats public-privé suppose un cadre d'action global pour réaliser des objectifs précis. Ces partenariats peuvent mobiliser des fonds publics et stimuler des financements novateurs. La complémentarité entre l'aide au développement respectueux de l'environnement et les investissements privés doit être renforcée. L'aide au développement peut être particulièrement efficace sur les fronts du renforcement des capacités, de la consolidation des institutions, des projets pilotes et des projets témoins d'investissement, et de la réduction des risques et des coûts de transaction liés aux investissements privés. L'apport des bailleurs de fonds peut également servir à mobiliser l'énorme potentiel que représente le financement de l'écodéveloppement par le secteur privé, notamment dans les domaines de l'eau, de l'agriculture, de l'assainissement et de l'énergie. Les partenariats aident à franchir les obstacles qui s'opposent au transfert des technologies vers les pays en développement. Faire mieux concorder les intérêts publics et privés est à la fois un objectif important et une perspective réaliste.

### *Financements publics*

4. C'est aux pouvoirs publics qu'ils incombe en premier lieu de promouvoir un développement ménageant l'environnement. Les gouvernements doivent à cet égard prévoir les ressources budgétaires et entreprendre les réformes nécessaires (par exemple, par la suppression des subventions aux effets pernicioeux, l'établissement d'un cadre propice à l'investissement privé par des réformes du cadre réglementaire, et la mise à disposition rapide de ressources nationales pour financer des investissements écologiquement viables). Il est important que les pouvoirs publics encouragent les entreprises à contribuer au respect des engagements pris par le pays dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement. À cette fin, ils peuvent favoriser l'adoption de politiques écologiquement viables dans le secteur des investissements, le secteur financier, le commerce et les technologies.

### *Financements privés*

5. Le secteur privé n'est pas un monolithe mais bien un ensemble d'entités, petites et grandes ayant des atouts à faire valoir : capitaux, expertise, implantation sur les marchés locaux

et internationaux, aptitude à renforcer les capacités et suivi permanent. L'entreprise privée tend de plus en plus à être perçue comme un facteur clé d'un développement économique durable, participant à la protection des bassins hydrographiques, aux programmes de réduction des émissions de dioxyde de carbone et à la préservation de biodiversité. Cette participation se vérifie aussi bien pour les entreprises locales que pour les multinationales présentes dans les pays en développement. Les acteurs du secteur privé considèrent désormais que la réputation qu'ils se forgent par l'application de bonnes méthodes environnementales est un aspect fondamental de leur succès commercial. Pour les sociétés privées, le respect des délais et les aspects qualitatifs et quantitatifs sont des facteurs de réussite dont les pays peuvent aussi tirer parti pour l'application des Conventions. Le secteur privé peut être incité à investir dans des initiatives et des technologies qui soutiennent l'application des accords multilatéraux sur l'environnement pour les raisons suivantes :

- a) Opportunités offertes par les partenariats public-privé :
  - i) commercialisation de technologies ou de services qui, en l'absence de ressources de source publique, n'attireraient pas d'investissements privés (projet témoin de l'application d'une technologie, par exemple) ;
  - ii) avantages à long terme de l'atténuation des risques environnementaux, amélioration de l'image de marque et de la réputation de l'entreprise, ou accès aux réseaux internationaux et acquisition de l'expérience internationale ; peut ne pas se traduire directement par une augmentation du profit) ;
  - iii) ouverture à terme de marchés ou protection des marchés existants par anticipation des risques environnementaux auxquels pourrait être exposée l'entreprise, intégrant ainsi les accords multilatéraux sur l'environnement à la stratégie de développement à long terme de l'entreprise.
- b) Incitations commerciales concrètes découlant des projets qui stimulent la demande et renforcent la capacité des populations locales à utiliser les produits et services de l'entreprise et à soutenir durablement son activité.
- c) Possibilité de protéger l'image de marque et la réputation de l'entreprise. En alignant ses méthodes sur les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement, une entreprise peut :
  - i) protéger le cours de ses actions en réduisant les risques environnementaux et les risques commerciaux qui en découlent : avoir accès aux capitaux, à des terrains et à des marchés, se bâtir une bonne réputation, garantir son approvisionnement, entretenir de bonnes relations avec les organismes de réglementation, mieux gérer sa responsabilité civile et bénéficier de primes d'assurance avantageuses ;
  - ii) tirer parti de la répartition du risque entre le secteur public, le secteur privé et les partenaires financiers internationaux, et obtenir un appui financier pour des projets témoins ;

- iii) bénéficier de l'action que les pouvoirs publics et les organismes d'aide bilatérale et multilatérale mènent en faveur de l'adoption de politiques et de cadres institutionnels propices à l'investissement privé ;
- iv) acquérir l'expérience internationale et accéder aux réseaux mondiaux de l'information ;
- v) obtenir de l'aide pour identifier des possibilités de nouer des partenariats ;
- vi) respecter, voire excéder, les normes en matière de réglementation environnementale et d'informations à communiquer ; et
- vii) se faire davantage reconnaître en tant qu'entreprise citoyenne.

6. Pour associer plus efficacement des entreprises aux solutions à apporter aux problèmes environnementaux à caractère mondial, l'encadré 1 ci-après présente certains aspects communs à tous les accords multilatéraux sur l'environnement.<sup>1</sup>

<b>Encadré 1. « Carottes et bâtons » pour mobiliser les entreprises</b>	
<b><i>Carottes</i></b>	<b><i>Bâtons</i></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la rentabilité (solutions bénéfiques à tous)</li> <li>• Nouvelles opportunités d'affaires</li> <li>• Incitations économiques (subventions, abattement fiscal)</li> <li>• Consolidation de la réputation, amélioration de l'image</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application effective de la réglementation environnementale</li> <li>• Pénalités, redevances et autres sanctions (ex. : application de mécanismes de « compensation » lorsqu'il n'est pas possible d'éviter ou d'atténuer les effets néfastes sur l'environnement)</li> <li>• Instruments économiques (ex. : taxes)</li> </ul>

7. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire décrit les mesures que les entreprises peuvent prendre pour améliorer leur résultat net, réduire la dégradation des écosystèmes et améliorer les conditions de vie. Il s'agit par exemple de l'anticipation des préférences des clients pour des écoservices, des nouvelles réglementations, des stratégies pour faire face à la concurrence, de la demande de modèles commerciaux écologiquement viables de la part des investisseurs, et de la mise en place de mécanismes obéissant aux lois du marché.<sup>2</sup>

### **Mécanismes de marché**

8. Un large éventail de mécanismes de marché peut être utilisé pour financer l'application des conventions internationales sur l'environnement, y compris des instruments financiers novateurs tels que les garanties partielles de risque et de crédit, et la rémunération des services de l'environnement. Des marchés sont aussi créés pour différents produits : crédits de recharge des nappes aquifères, crédits d'exploitation des énergies renouvelables, charges maximales autorisées pour les sources de polluants ponctuelles ou diffuses, et crédits d'atténuation des facteurs

<sup>1</sup> Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), *Multilateral Environmental Agreements and Private Investment: Workshop Proceedings and Key Messages*, Helsinki, 16-17 juin 2005.

<sup>2</sup> Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, *Ecosystems and Human Well-Being. Opportunities and Challenges for Business and Industry*, Washington, D.C., World Resources Institute, 2005.

d'agression des zones humides, de la biodiversité et des zones tampons riveraines. Les échanges d'eau entre bassins, les banques de l'eau et l'affermage de la ressource sont autant de nouveaux mécanismes qui stimulent les opérations faisant appel au marché.<sup>3</sup> Une présentation sommaire des mécanismes financiers publics et privés est proposée à la figure 1, une liste plus exhaustive étant fournie à l'Annexe 1.

---

<sup>3</sup> Ibid.

**Figure 1 : Présentation sommaire des mécanismes financiers publics et privés<sup>4</sup>**

<p><b>Sources de financement public</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédits alloués aux organismes nationaux de préservation de la biodiversité</li> <li>• Recettes fiscales réservées à la préservation de la biodiversité (ex. : taxe sur l'énergie, taxe d'aviation, taxe hôtelière)</li> <li>• Dégrevement fiscal ou subventions (préservation de la biodiversité par des acteurs privés, investissements privés)</li> <li>• Emploi réservé du produit de redevances ou amendes en rapport avec l'utilisation des ressources naturelles (ex. : droits de coupe, droits d'accès aux parcs, taxes sur la pollution)</li> <li>• Aide internationale au développement (ex. : aide à l'environnement, dette contre nature, contributions au FEM ou aux fonds fiduciaires)</li> </ul> <p><b>Sources de financement privé à but non lucratif</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fondations privées</li> <li>• Groupes locaux autonomes</li> <li>• Organisations caritatives laïques et religieuses et ONG</li> <li>• Campagnes et autres collectes de fonds</li> <li>• Marchandisage, marketing social, loteries</li> </ul> <p><b>Réformes des politiques publiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme des subventions aux effets pervers sur l'environnement (ex. : agriculture, pêche, eau, énergie)</li> <li>• Investissement public (ex. : infrastructure)</li> </ul>	<p><b>Sources de financement privé à but lucratif</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Banques commerciales et crédit à l'exportation</li> <li>• Investissements directs étrangers</li> <li>• Capital-risque et/ou capitaux privés</li> <li>• Partenariats de proximité public-privé</li> <li>• Investisseurs (ex. : fonds « verts »)</li> <li>• Initiatives de proximité (formelle/informelle)</li> <li>• Investissement commercial local autofinancé</li> </ul> <p><b>Produits et services respectueux de la biodiversité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture organique</li> <li>• Produits forestiers non ligneux</li> <li>• Produits forestiers et halieutiques certifiés</li> <li>• Entreprise d'écotourisme</li> </ul> <p><b>Marchés des services écosystémiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrats de bioprospection</li> <li>• Piégeage du carbone dans la biomasse</li> <li>• Incitations à la protection des bassins versants</li> <li>• Cessibilité du droit à développer une parcelle (compensations et droits d'usage liés à la biodiversité)</li> </ul>
---	---

9. Malgré les multiples possibilités d'introduire des mécanismes novateurs obéissant aux lois du marché, il faut reconnaître qu'il existe aussi des facteurs limitatifs et des obstacles à cette démarche et s'employer à les supprimer pour pouvoir accomplir des progrès notables. Au nombre des facteurs limitatifs figurent :

- a) le fait que l'environnement ne soit pas perçu et reconnu comme capital naturel et fondement des systèmes socioéconomiques ;
- b) la difficulté à parvenir à une collaboration efficace à l'échelle internationale sur la gestion du patrimoine mondial, y compris les bassins versants, et à prendre en compte les aspects intersectoriels des problèmes environnementaux à caractère mondial ;
- c) l'insuffisance de l'appui des institutions et l'inadéquation des politiques ;

<sup>4</sup> Gutman, P. (éd.) (2003), cité par Joshua Bishop (UICN) dans *Multilateral Environmental Agreements and Private Investment: Workshop Proceedings and Key Messages*, Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), Helsinki, 16-17 juin 2005.

- d) le manque de capacités, de connaissances et de compétences ;
- e) le coût des technologies propres ; et
- f) les obstacles au commerce.<sup>5</sup>

10. Il est nécessaire d'établir un cadre et des politiques publiques favorables aux investissements écologiquement viables (suppression progressive des subventions aux effets pervers, par exemple) pour permettre l'accessibilité, la structuration et l'évolution des marchés des pays développés et pour créer les conditions suivantes :

- a) augmentation des investissements locaux et étrangers contribuant au transfert des technologies et à la pérennité de l'environnement ;
- b) renforcement du rôle des organismes de crédit à l'exportation dans la facilitation d'un développement respectueux de l'environnement ; et
- c) promotion de partenariats public-privé.

#### *Partenariats visant à promouvoir les mécanismes de marché*

11. Des organisations intergouvernementales et des ONG se sont associées au secteur privé pour promouvoir les mécanismes de marché afin d'apporter des réponses aux problèmes environnementaux. Le secteur privé a aussi pris des initiatives propres. C'est ainsi que des sociétés comme BP, Amoco, etc. ont adopté le système des cessions internes pour tenir leurs engagements pris librement en vue de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production. D'autres exemples de partenariat sont présentés à l'Annexe 2.

### **Créer des marchés et attirer des investissements privés pour l'application des conventions internationales sur l'environnement**

#### *Convention sur la diversité biologique*

12. Un objectif du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique (CDB) est que « les parties prenantes et les acteurs clés, notamment le secteur privé, sont engagés dans un partenariat pour appliquer la Convention et ils intègrent les préoccupations touchant à la diversité biologique dans leurs plans, programmes et politiques sectoriels et intersectoriels pertinents » (objectif 4.4<sup>6</sup>). Le Secrétariat de CDB signale que le secteur privé doit encore prendre part effectivement et systématiquement à

---

<sup>5</sup> L'Organisation mondiale du commerce explore des voies pour renforcer les contributions mutuelles entre commerce et développement, y compris la réduction ou, selon le cas, la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires aux biens et services environnementaux.

<sup>6</sup> Décision VII/26, Annexe, Plan stratégique pour la Convention sur la diversité biologique. Septième réunion de la Conférence des parties contractantes., Kuala Lumpur, Malaisie, 9-20 février 2004.

l'application de la Convention aux niveaux national et mondial.<sup>7</sup> Les activités courantes des entreprises privées ont en effet des impacts importants sur la biodiversité. La possibilité est ainsi donnée au secteur privé de contribuer de façon significative à la réalisation des buts et objectifs de la CDB fixés pour 2010, en adoptant et en facilitant des méthodes éprouvées respectueuses de la biodiversité, et en mettant son expertise et ses technologies au service du secteur public, contribuant ainsi à l'intégration de la dimension « biodiversité ». Le secteur privé peut faire jouer le marché, notamment par la rémunération des services écologiques, pour préserver la biodiversité en appliquant des outils tels que les dispositifs agro-environnementaux, la prise en compte de la biodiversité dans le marché du carbone, les mécanismes de compensation de la diminution de la biodiversité, les redevances versées par les usagers (pour les zones protégées), les services côtiers visant à réduire la vulnérabilité du littoral, et les services marins pour la reconstitution des ressources halieutiques. Quelques exemples pratiques :

- a) Dans différents pays, dont le Costa Rica et le Venezuela, les producteurs privés d'énergie hydroélectrique et les entreprises d'embouteillage paient des redevances aux ONG ou à d'autres organismes qui facilitent l'application des mesures de préservation des bassins hydrographiques dans lesquels ils opèrent.
- b) En Équateur, les compagnies d'eau et d'électricité opérant dans certains bassins hydrographiques versent des contributions qui servent à financer la préservation des zones protégées.
- c) En Colombie, au Costa Rica, au Mexique et au Nicaragua, les agriculteurs sont rétribués pour fournir des services de piégeage du carbone et de préservation de la biodiversité en adoptant des pratiques sylvopastorales – avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans la plupart de cas.

13. Au Costa Rica, dans le cadre du programme national de rémunération des services écologiques en cours (*Pago por Servicios Ambientales*), 11 sociétés (producteurs d'énergie hydroélectrique, acteurs de l'agroalimentaire, opérateurs touristiques et sociétés d'embouteillage d'eau) ont versé près de 365 000 dollars en 2004 en rétribution des services écologiques fournis par les exploitants de 10 215 hectares situés en amont. Les versements effectués par ces sociétés en application de leurs contrats atteindront 665 000 dollars par an au titre des services écologiques assurés à leur profit sur 18 031 hectares. La superficie couverte par ces contrats représente 4,5 % des zones hydrologiques importantes et 6,5 % des zones prioritaires de préservation de la biodiversité.<sup>8</sup>

#### *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*

14. En 1996, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié l'ouvrage intitulé *Techniques, politiques et mesures d'atténuation du changement*

---

<sup>7</sup> Convention sur la diversité biologique, Groupe de travail spécial à composition non limité sur l'examen de l'application de la Convention, *Implication du secteur privé dans l'application de la Convention, Note du Secrétaire exécutif*. Point 5.2 de l'ordre du jour provisoire, première réunion, Montréal, 5-9 septembre 2005.

<sup>8</sup> Pagiola, S., *Payments for Environmental Services in Costa Rica*, projet, Washington, D.C., Banque mondiale, 2005.



*climatique*<sup>9</sup>, qui décrit les secteurs et les technologies au titre desquels il faudrait augmenter les investissements afin de contribuer à atténuer les risques liés au changement climatique. Plus particulièrement, cet ouvrage recommande une utilisation plus rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs, la production d'énergies plus propres (une utilisation plus efficace des combustibles fossiles, par exemple), la lutte contre les polluants issus de la combustion de combustibles fossiles, le recours accru aux sources d'énergie renouvelable, la fixation de quantités plus importantes de carbone dans les plantes et dans le sol, et une réduction plus importante des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des activités agricoles et des opérations d'élimination des déchets.

15. Dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et du Protocole de Kyoto dont elle est assortie, le Mécanisme pour un développement propre (MDP), l'échange de quotas d'émissions et le mécanisme d'application conjointe comptent parmi les méthodes innovantes d'atténuation du changement climatique, qui font intervenir le secteur privé. La Banque mondiale est le chef de file des financements au titre du MDP grâce à son Fonds prototype pour le carbone et à son Fonds biocarbone qui permettent aux investisseurs d'obtenir des Unités de réduction certifiée des émissions (URCE) en finançant des projets de réduction des émissions de GES dans les pays en développement. En 2010, le marché du MDP devrait représenter environ 250 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, au prix de 11 dollars la tonne.

16. L'efficacité et l'efficience du fonctionnement des mécanismes de marché suppose un rôle central joué par l'État qui fixe les règles du jeu applicables sur le marché en créant un environnement propice à son développement et en l'orientant dans la « bonne » direction. Dans le cas du Protocole de Kyoto, qui prévoit trois mécanismes, c'est le marché qui fixe le prix des émissions et attribue les ressources au titre de la réduction des émissions d'une manière efficace par rapport aux coûts. Le plafond des émissions et la quantité des émissions à réduire ont toutefois été fixés par les parties à la Convention et résultent d'une volonté politique.

17. Une initiative récemment prise en Chine illustre le rôle que le gouvernement des pays hôtes des projets MDP peut -- ou, peut-être, doit -- tenir pour favoriser le jeu du marché. En octobre 2005, le Gouvernement chinois a pris des mesures visant à réglementer les projets MDP en Chine.<sup>10</sup> L'une de ces mesures consiste à prélever une « taxe » sur le transfert des URCE produits par les projets MDP.<sup>11</sup> Il est proposé que le produit de cette taxe serve à créer un fonds MDP destiné à financer des projets relatifs au changement climatique et au développement durable. Grâce à des mesures comme le prélèvement d'une taxe importante sur le transfert des URCE des projets liés aux hydrofluorocarbones (HFC) et aux perfluorocarbones (PFC) (dont le produit s'élèverait à des centaines de millions de dollars), on réduirait les incitations aux effets

---

<sup>9</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Techniques, politiques et mesures d'atténuation du changement climatique*, R. T. Watson, M. C. Zinyowera, R. H. Moss, (éditeurs), GIEC, Document technique n°1. Organisation mondiale de la météorologie et Programme des Nations Unies pour l'environnement, Genève, Suisse, 1996.

<sup>10</sup> National Coordination Committee on Climate Change, *Measures for Operation and Management of Clean Development Mechanism Projects in China*, Beijing, Chine, 2005.

<sup>11</sup> La taxe prélevée sur le transfert des URCE varie en fonction du type de projet : 65 % pour les projets liés aux HFC et aux PFC, 30 % pour les projets sur le N<sub>2</sub>O et 2 % pour les autres projets MDP.

pervers et la « manne » dont pourrait bénéficier un groupe de « pollueurs » particulier né de ce mécanisme de marché, les fonds ainsi collectés étant réaffectés à des domaines qui profiteraient aussi bien à l'environnement mondial qu'au développement durable national.

### *Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification*

18. À sa sixième réunion tenue en septembre 2003, la Conférence des parties a, par décision 1/COP.6, examiné l'idée de mobiliser le secteur privé, ainsi que les opportunités économiques qui s'offrent dans les régions et les pays arides, semi-arides, et subhumides secs. La Conférence a encouragé les Parties à lier les initiatives du secteur privé à l'identification d'opportunités économiques justes et équitables en rapport avec les biens et services des terres arides. La participation du secteur privé à la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification est l'occasion d'augmenter les ressources financières et technologiques en direction des zones arides et de renforcer les capacités requises pour le développement durable dans ces zones.

19. À ce jour, le secteur privé a été très peu impliqué dans le développement des zones arides en raison des difficultés résultant de la nature même de ces zones. Les pays affectés par la dégradation des sols, et surtout par la désertification, ont besoin de solutions taillées sur mesure pour mobiliser l'investissement privé. Des investissements viables ne peuvent se faire que si les pays hôtes créent les conditions appropriées. Voici quelques-unes des options dont disposent les gouvernements pour attirer des investissements privés compatibles avec les objectifs de la Convention : 1) modeler la structure réglementaire et proposer des investissements publics sous une forme qui mobilisera des capitaux privés supplémentaires pour des entreprises viables ; 2) mettre en place un minimum d'infrastructures et d'installations pour favoriser le développement (routes, électricité, transports, services de santé, etc.) ; et 3) prévoir des structures incitatives pour les petites et moyennes entreprises. Il existe bel et bien des opportunités d'investissement direct dans ces pays, notamment dans les domaines de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'écotourisme, de l'agriculture (cultures de rapport à forte valeur ajoutée ou cultures vivrières et réserves de fourrage pour les saisons sèches), de la foresterie (produits ligneux et non ligneux de la forêt et des surfaces boisées, dont les plantes médicinales), ou de l'élevage (bétail et produits laitiers). D'importantes opportunités existent également pour l'utilisation de sources d'énergie renouvelable (biocarburant à base de *Jatropha curcas* et énergie solaire et éolienne, par exemple). Outre l'investissement, le secteur privé peut contribuer à la réalisation des objectifs relatifs à l'environnement et au développement en participant à des partenariats public-privé ou en finançant certaines activités (ex. : construction de routes et autres projets d'infrastructure, préservation de parcs naturels ou de paysages, de réserves, ou de sites archéologiques et historiques).<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> Debbabi, F. (Observatoire du Sahara et du Sahel), *Innovation to Combat Desertification through Private Investment*, présentation préparée pour l'atelier de l'OCDE sur les accords multilatéraux sur l'environnement et les investissements privés, Helsinki, 16-17 juin 2005.

## *Protocole de Montréal*

20. Le Protocole de Montréal doit son succès dans une large mesure à l'implication des entreprises dans le financement, la mise au point et le transfert de technologies innovantes. Il réunit plusieurs mesures encourageant la participation et l'investissement du secteur privé : 1) incitations commerciales (réglementation des échanges commerciaux avec les États non parties au Protocole et restrictions à l'importation de certains produits) ; 2) création de marchés de produits de substitution des substances nocives pour l'ozone ; et 3) coopération technologique et technique et aide financière aux entreprises dans les pays en développement. Les opportunités de création de marchés résultant du Protocole de Montréal ont été le principal moteur des investissements massifs réalisés à l'échelle mondiale par les entreprises, conduisant très rapidement à la naissance d'un large éventail de technologies et créant des emplois. De l'application du Protocole de Montréal, on retiendra que la priorité accordée aux partenariats public-privé a permis de créer un grand marché et de mobiliser des fonds du secteur privé tout en tirant parti de sa flexibilité, de son sens de l'innovation et de sa recherche d'opportunités d'investissement rentables.<sup>13</sup> Ces formes d'innovation et de collaboration faisant appel au marché pourraient être transposées dans le cadre d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et devraient être davantage explorées.<sup>14</sup>

21. Dans les pays en développement, le secteur privé cofinance le Fonds multilatéral, mécanisme financier pour l'application du Protocole de Montréal. Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) encourage les entreprises à investir aussi dans des initiatives volontaires allant au-delà de la réglementation pour améliorer leurs résultats au plan environnemental. On citera, à titre d'exemple, le programme du PNUE à travers lequel des sociétés s'engagent à promouvoir des technologies et des méthodes respectueuses de la couche d'ozone auprès d'autres entreprises (dont des fournisseurs et des partenaires) afin de les aider à éliminer progressivement les chlorofluorocarbones (CFC). Des programmes de ce type ont été introduits en Chine et en Inde et encouragés dans d'autres pays en développement.

### **Rôle des organisations multilatérales**

22. Les organisations multilatérales sont d'un appui essentiel à l'ouverture des marchés, à la promotion des technologies et à la stimulation des investissements du secteur privé. Le FEM pour sa part a joué un rôle de catalyseur en mobilisant des cofinancements. En effet, depuis sa création en 1991, il a alloué 6 milliards de dollars à des projets qui ont mobilisé des cofinancements à hauteur de 20 milliards de dollars. Les projets du FEM relatifs au changement climatique en particulier ont drainé des ressources non négligeables mises à disposition par des institutions financières internationales, des organismes d'aide bilatérale et multilatérale, des gouvernements hôtes, des banques commerciales et le secteur privé. Pour chaque dollar que le

---

<sup>13</sup> OCDE, *Environmentally Related Taxes in OECD Countries: Issues and Strategies*, Paris, France 2001.

<sup>14</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, DTIE, « Improving Cooperation and Encouraging Private Investment to Strengthen MEA Implementation – How Can Intergovernmental Organisations Promote Private Investment that Supports MEA implementation? The Example of the United National Environment Program (UNEP) ». Présentation faite au cours du séminaire de l'atelier de l'OCDE sur les accords multilatéraux sur l'environnement et les investissements privés, Helsinki, 16-17 juin 2005.

FEM a affecté à des projets liés à l'amélioration du rendement énergétique ou aux énergies renouvelables, au moins cinq dollars, en moyenne, ont été mobilisés à titre de cofinancement.

23. Dans le domaine d'intervention « changements climatiques », c'est en éliminant les obstacles à l'amélioration du rendement énergétique et à l'utilisation des énergies renouvelables que le FEM joue un rôle de catalyseur. Par la création d'un cadre d'intervention propice, le renforcement des capacités institutionnelles, la facilitation des mécanismes fondés sur le marché, l'appui aux instruments de financement novateurs et le partage de l'information et des connaissances, les projets du FEM visent à supprimer les obstacles à l'adoption à grande échelle de technologies à haut rendement énergétique et d'énergies renouvelables. Tout particulièrement, la promotion d'instruments de financement novateurs tels que les garanties partielles de risque et les fonds à vocation spéciale par le biais de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (SFI) et d'autres entités et partenaires du FEM, a aidé le secteur privé, et donc les entreprises de services énergétiques, à accéder à des prêts aux conditions du marché local pour financer des projets mettant en valeur une énergie propre.

24. En outre, il convient de noter que le secteur privé des pays bénéficiaires de l'aide du FEM – les petites et moyennes entreprises (PME) en général – a aussi joué un rôle important non seulement en tant que bénéficiaire des projets, mais aussi en tant qu'acteur de leur cofinancement. Le FEM a financé environ une douzaine de projets qui soutenaient le développement de sociétés de services énergétiques en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique latine. La quasi totalité des projets de maîtrise de l'énergie que le FEM finance dans des pays comme le Bangladesh, la Chine, l'Inde, le Kenya, la Malaisie et le Viet Nam tendent à porter sur les secteurs à forte intensité énergétique des PME, notamment les matériaux de construction, la sidérurgie, les pâtes et papiers, le textile et l'agroalimentaire. Le FEM fournit des capitaux de démarrage pour la réalisation d'un audit énergétique, d'études de faisabilité et d'études techniques, et les entreprises financent les investissements en utilisant leurs capitaux ou en empruntant aux conditions du marché.

25. Le rôle catalyseur du FEM est reconnu par les entités d'exécution et les gouvernements des pays bénéficiaires des projets. L'effet d'entraînement des projets témoins du FEM a ouvert la voie à d'autres sources de financement, tels que les ressources dégagées par les projets MDP, permettant la réalisation d'opérations à plus grande échelle ou leur transposition. Les mécanismes financiers novateurs soutenus par le FEM ont également amené la SFI à intégrer le financement des énergies durables à ses activités courantes.

26. Au cours des 14 dernières années, le Groupe de la Banque mondiale a approuvé des prêts et des crédits d'un montant d'environ 5 milliards de dollars et, par ses investissements et son assistance technique, il a mobilisé environ 15 milliards de dollars de financement supplémentaire auprès de partenaires publics, privés et bilatéraux pour des projets de mise en valeur des énergies renouvelables et d'amélioration du rendement énergétique. Au début de l'année 2004, le portefeuille des projets de la Banque dans ce domaine s'établissait à 1,7 milliard de dollars de prêts, crédits et dons répartis sur 72 projets dans 36 pays. D'une manière générale, plus de 60 %

du coût de ces projets sont couverts par des cofinancements fournis, pour l'essentiel, par le secteur privé.<sup>15</sup>

27. Au cours de l'année 2005, le PNUD a mobilisé 1 milliard de dollars de cofinancement en complément des 285 millions de dollars alloués aux projets du FEM qu'il administre, et il a établi plusieurs partenariats public-privé novateurs. Le PNUD travaille aussi bien avec les pouvoirs publics qu'avec le secteur privé pour aider à créer les conditions et les capacités nécessaires à la mise en place de mécanismes tels que la rémunération des services de l'environnement, l'accès aux financements, les normes, l'étiquetage et les régimes de certification, les systèmes de production à grande valeur naturelle, les mécanismes de rémunération d'une meilleure gestion de l'eau verte, et l'investissement des petites et moyennes entreprises dans des initiatives écologiquement viables telles que l'écotourisme<sup>16</sup>. À titre d'exemple, dans la région Europe/CEI, le PNUD a piloté 20 projets bâtis autour de différents mécanismes de financement de systèmes de chauffage urbain à haut rendement (financements municipaux, fonds nationaux pour l'environnement, fonds fédéraux pour le logement, fonds d'audit, financements parallèles de garantie des risques par des institutions financières multilatérales, bilatérales ou nationales.

28. Par ailleurs, pour appuyer l'application des conventions internationales sur l'environnement, le PNUE conduit des programmes et des activités qui visent à 1) renforcer la capacité des pays à prendre des décisions, en matière de technologies et d'investissements, qui permettront d'atteindre les objectifs de résultat fixés par les Conventions ; 2) renforcer la capacité à prendre des décisions éclairées sur les services d'investissement utiles aux pays en développement et les pays en transition ; 3) faciliter le transfert de technologies ; 4) appuyer l'établissement de cadres d'intervention nationaux qui favorisent le respect de l'environnement par les entreprises ; et 5) encourager les entreprises à adopter librement des méthodes allant au-delà des prescriptions réglementaires pour améliorer leurs résultats au plan environnemental.<sup>17</sup>

### **Questions destinées aux participants à la table ronde**

29. En 1991, les apports de capitaux aux pays en développement (123 milliards de dollars) provenaient à parts presque égales de sources publiques et privées. En 2000, soit moins d'une décennie plus tard, le total des flux de capitaux privés atteignait 257 milliards de dollars en valeur nominale, cinq fois plus que les flux de capitaux publics. Il est donc clair que les sociétés multinationales ont, et continueront d'avoir, un impact non négligeable sur la situation des pays en développement. S'agissant de la problématique secteur privé-environnement, les principales questions qui se posent aujourd'hui sont les suivantes :

---

<sup>15</sup> FEM, *Report on the Assessment of Funding Necessary to Assist Developing Countries Fulfilling Their Commitments under the Convention Prepared in the Context of the Memorandum of Understanding between the Conference of the Parties and the Council of the Global Environment Facility*, document élaboré pour la 21<sup>e</sup> réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Buenos Aires, 6-14 décembre 2004.

<sup>16</sup> À titre d'exemple, les projets Café et CAMBIO en Amérique centrale ont respectivement attiré plus de 80 millions et 65 millions de dollars de cofinancement privé.

<sup>17</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, DTIE, « Improving Cooperation and Encouraging Private Investment to Strengthen MEA Implementation – How Can Intergovernmental Organisations Promote Private Investment that Supports MEA implementation? The Example of the United National Environment Program (UNEP) ». Présentation faite au cours du séminaire de l'atelier de l'OCDE sur les accords multilatéraux sur l'environnement et les investissements privés, Helsinki, 16-17 juin 2005.

- a) *Comment peut-on augmenter les flux de capitaux vers les pays à faible revenu ?*
- b) *Comment peut-on maximiser la contribution des investissements étrangers à la résolution des problèmes sociaux et environnementaux de ces pays ?<sup>18</sup>*

30. Nombre de mécanismes financiers appliqués aujourd'hui à l'échelle nationale ou locale fournissent de bons exemples.<sup>19</sup> Il s'agit notamment de la cessibilité des quotas de pêche appliquée au sein de l'Union européenne et en Nouvelle Zélande et d'un programme pilote d'échange des droits d'émission mis en œuvre au Canada. Les recettes fiscales liées à la protection de l'environnement représentent environ 2 % en moyenne du PIB des pays membres de l'OCDE. Les taxes sur l'achat ou l'utilisation des véhicules motorisés ou sur les carburants, dont l'essence et le gazole, représentent la majorité de ces recettes (voir la base de données de l'OCDE/UE pour plus de détails sur les écotaxes existantes). Au nombre des autres prélèvements fiscaux figurent les redevances supportées par les utilisateurs de différents services écologiques, les taxes sur le carburant, l'électricité ou les primes d'assurance automobile, de petites redevances par habitant en complément des impôts locaux, les taxes sur toute une série de produits de consommation, les labels FEM, les crédits d'émission de carbone ou les droits de propriété sur une parcelle de forêt tropicale humide négociés au niveau du consommateur. Quelques exemples concrets applicables aux pays en développement sont donnés ci-après.

- a) Monétisation des services écologiques : Au Costa Rica, la ville de Heredia a créé une redevance sur l'eau corrigée des incidences environnementales, dont le produit est versé aux exploitants des terres situées en amont pour les inciter à préserver ou reboiser les bassins versants. Les Costaricains paient également une écotaxe sur l'énergie pour soutenir la préservation des forêts naturelles et le reboisement.<sup>20</sup>
- b) MDP : Le Gouvernement chinois a décidé de prélever une « taxe » sur le transfert des unités de réduction certifiées des émissions (URCE) résultant de projets MDP pour financer des projets relatifs au changement climatique et au développement durable.
- c) Écotaxes : L'Institut équatorien d'écodéveloppement de l'Amazonie, qui veille au développement durable de cette région, est financé par le produit des taxes prélevées

<sup>18</sup> FEM, *Financing for Environment and Sustainable Development in Developing Countries*. Table ronde ministérielle sur le financement de l'environnement et du développement durable, première réunion, Monterrey, Mexique, 17-18 mars 2002.

<sup>19</sup> Voir par exemple Cléménçon R., What Future for the Global Environment Facility? *Journal of Environment and Development*, 15(1), 50-74, 2006 ; Koch-Weser, M.R.V B., Sustaining Global Environmental Governance: Innovation in Environment and Development Finance. 2002. In D. Esty & M. Ivanova (éd.), *Global Environmental Governance*, (pp 1-23), New Haven, CT: Yale University Press ; OCDE, *Environmental Taxes in OECD Countries*, Paris, France, 1995.

<sup>20</sup> Pagiola, S., and Platais, G., *Payments for Environmental Services: From Theory to Practice*, projet, Washington,, Banque mondiale, 2005.

sur l'extraction du pétrole acheminé par l'oléoduc reliant l'Amazonie équatorienne à Esmeraldas, sur la côte du Pacifique.<sup>21</sup>

- d) Quotas de pêche cessibles : L'attribution de quotas de pêche cessibles a toutes chances de continuer à se répandre, notamment pour la pêche industrielle monospécifique. Dans certains pays, la demande d'échange international de quotas pourrait se développer. Si cette pratique se répand dans le secteur de la pêche des pays développés, il semble plausible que les pêcheurs des pays en développement deviennent des acheteurs.<sup>22</sup>

***Parmi les instruments ainsi proposés, quels sont ceux susceptibles d'avoir les effets les plus importants ?***

31. Certains acteurs du secteur privé sont désireux de s'engager sur le front environnemental afin de préserver leur réputation ainsi que leur avantage concurrentiel par l'accès à la terre, à la mer et aux autres ressources naturelles, aux droits juridiques et sociaux d'exercer leurs activités, aux capitaux, assurances et ressources humaines. La raison pour laquelle une entreprise souhaite atténuer les risques écologiques, réduire les effets néfastes de ses activités sur l'environnement et investir dans la préservation et la reconstitution des écosystèmes tient à la nécessité pour elle de conserver son avantage concurrentiel et d'assurer sa viabilité à long terme.

e) ***Quelles mesures peuvent être proposées aux entreprises pour les inciter à participer aux financements nécessaires à la réalisation des objectifs prioritaires des conventions sur l'environnement ?***

f) ***En quoi le transfert des connaissances, des acquis, des enseignements et des méthodes de référence résultant des projets facilite-t-il l'adoption de bonnes politiques, la mise en place de financements innovants et la transposition des modèles ayant fait leurs preuves ?***

32. Lorsque les effets positifs sur l'environnement mondial sont établis, le FEM doit-il continuer à s'efforcer de :

- a) ***soutenir concrètement l'utilisation des mécanismes de marché à l'échelle nationale, régionale et internationale ?***
- b) ***aider à la conception de mécanismes de marché pour élargir l'accès aux marchés, accroître les échanges et renforcer le transfert de technologies pour les pays en développement sans affecter leur compétitivité sur les marchés internationaux ?***

---

<sup>21</sup> Huber et al., 1998 in "International Experts Meeting on Protected Forested Areas" Document de référence intitulé "Financing Instruments for Protected Areas", San Juan, Puerto Rico, 15-19 mars 1999.

<sup>22</sup> National Institute of Agricultural Extension Management (MANAGE), un organe du ministère indien de l'Agriculture. *Manage Series On: WTO and Agriculture, Focus: Marine Products*, janvier 2002.

- c) *aider les pays à éliminer les distorsions du marché et des politiques, dont les subventions, afin d'atteindre les objectifs fixés en matière d'environnement et de développement ?*



## ANNEXE 1

### Ressources financières complémentaires : Situation actuelle, insuffisances et options

1. Voici divers mécanismes et solutions financiers contenus dans les stratégies et les plans d'action sur la diversité biologique: <sup>23</sup>
  - a) *Mélanger les solutions* : Fonds budgétaire spécial, fonds pour la diversité biologique (conservation), fonds d'assurance écologique, banque écologique dont le capital provient des taxes et des allocations écologiques.
  - b) *Mesures fiscales* : Avantages fiscaux et autres mesures d'incitation à faire des dons pour la conservation de la diversité biologique, avantages incitatifs fiscaux pour les entreprises privées qui financent des projets de diversité biologique, taxes sur l'exploitation des ressources naturelles ou droits imposés aux entreprises privées qui utilisent les ressources de la diversité biologique telles que les forêts et les pêches, taxes d'aéroport, redevances pour les industries de la faune, des forêts et des pêches.
  - c) *Réforme administrative* : Établissement et amélioration des prix et des marchés de la diversité biologique, et des revenus par la privatisation des biens, y compris les objets de la diversité biologique, le renforcement des synergies existantes entre les programmes nationaux (financement commun), système pour retourner les revenus provenant des parcs (tourisme) au programme des aires protégées, retour d'une part des droits payés pour les permis de pêche et de chasse aux activités de conservation.
  - d) *Revenus fondés sur la prévention* : Amendes et arrangements perçus pour les dommages causés à la diversité biologique, amendes pour la pollution, vente de permis et d'avantages semblables, permis de pâturage, permis d'exploitation minière et permis touristiques.
  - e) *Production de revenus* : droits d'entrée et d'utilisation des aires protégées, paiement pour les services environnementaux, activités de biosprospection, ventes commerciales de bois d'œuvre durable.
  - f) *Projets du secteur privé* : Mise sur pied d'accords de partenariat public-privé, commandites du secteur des affaires, établissements scientifiques et de recherche, clubs de membres pour la conservation, fonds d'entreprises et campagne d'adoption d'un parc.
  - g) *Mesures altruistes* : Groupes philanthropiques, dons d'organismes sociaux, d'entreprises et de particuliers.
  - h) *Solutions locales* : Organismes locaux non gouvernementaux, budgets locaux, fonds communautaires de développement et de diversité biologique, mise sur pied de programmes de microcrédit.
  - i) *Innovations internationales* : Conversion de dette et dette pour échanges de nature et mécanismes de marché du Protocole de Kyoto.
2. Les solutions de financement ont aussi fait l'objet de discussions intensives par la Commission sur le développement durable depuis sa mise sur pied. Bien que ces discussions aient surtout été peu concluantes, plusieurs idées et concepts d'instruments de financement se sont avérés informatifs et pertinents :

---

<sup>23</sup> Secrétaire exécutif de la huitième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, *Ressources financières et Mécanisme de financement* (Articles 20 et 21). Note. Curatiba, Brésil, 20-31 mars 2006.

- a) *Réformes financières et économiques* : Fonds environnementaux ou de diversité biologique sous forme de fondations, de fonds d'affectation spéciale, de dotations ou de mécanismes d'octroi de subventions, capital de risque, réforme fiscale visant à décourager l'extraction et la récolte excessives des ressources naturelles et/ou mobilisation d'importantes ressources budgétaires pour la diversité biologique ;
  - b) *Droits de propriété* : Brevets de la diversité biologique, droits de propriété, possession de terres, droits de propriété communs, concessions à long terme ;
  - c) *Perception de loyers/établissement du prix des ressources* : Droits de prospection, établissement d'un prix à partir du coût complet et établissement du prix des fonctions écologiques ;
  - d) *Réduction des subventions* : subvention pour la protection de l'habitat, taxes sur les concessions forestières ;
  - e) *Taxes écologiques* : Taxes écologiques visant les loisirs et la consommation, l'appauvrissement des ressources et la pollution comme par exemple taxe sur la pollution, taxes sur les ressources naturelles et programmes d'échange des émissions, réduction des taxes de distorsion, taxes pour l'utilisation différentielle des terres, réduction et élimination des subventions qui endommagent l'environnement sur, entre autres, les combustibles fossiles, l'électricité, l'agriculture, l'eau et les pesticides.
  - f) *Taxes environnementales* : Taxes de déforestation, de pollution, d'émissions et d'effluents, et taxes de dénaturation de l'environnement ;
  - g) *Innovations* : Droits de bioprospection, droits d'écotourisme, droits de tourisme scientifique, fonds écologiques, étiquetage écologique, droits de bassin hydrologique, crédits de déforestation échangeables, mesures incitatives pour le démenagement, droits d'exploitation échangeables, crédits de conservation échangeables, obligation de protection forestière échangeable, incitatifs fiscaux pour promouvoir les investissements privés pour la diversité biologique, obligations environnementales, compensation environnementale, conversion de dette en investissements écologiques afin de transformer la dette officielle ou commerciale des pays en développement en soutien financier pour la diversité biologique, mécanisme de développement propre, taxes internationales sur le transport aérien ou droits d'utilisateur de l'environnement pour le transport aérien, taxes internationales du carbone sur les combustibles énergétiques, taxes sur les transactions internationales de devises étrangères, qui ont été encouragées à l'origine en raison de leur effet apaisant sur la spéculation dans les marchés financiers.
3. À la demande expresse de l'Assemblée générale des Nations Unies, plusieurs organisations internationales et gouvernements ont entrepris des projets d'étude sur des mécanismes financiers innovateurs qui permettront de réaliser les objectifs de développement du millénaire, notamment le Secrétariat des Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Université des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, de même que les gouvernements du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, du Brésil et du Chili. Les discussions sur le financement du bien public mondial sont celles qui ont suscité le plus d'intérêt. Voici quelques solutions proposées :
- a) *Centre financier international* offrant un mécanisme de financement temporaire pour « couvrir » les engagements juridiques contraignants à long terme des donateurs pris par les gouvernements donateurs au cours des dernières années ;
  - b) *Don de droits de tirage spéciaux* ou création de nouveaux droits de tirage spéciaux ;

- c) *Taxes mondiales* : Taxe environnementale mondiale (carbone), taxe « Tobin » sur les transactions de devises étrangères, taxe sur les transactions financières générales, taxe internationale sur le carburant aviation ou le kérosène, taxe de pollution maritime, taxe sur la vente d'armes, taxes sur les communes mondiales, les courriels, l'Internet ou les bits, surtaxe sur les profits multinationaux, surcharges sur les taxes à valeur ajoutée ou les impôts sur le revenu, taxe sur les billets de passagers et de marchandise, droits d'utilisation fondés sur les émissions des avions ;
- d) *Contributions volontaires* : Dons privés, ajouts aux factures de routine, mesures fondées sur les taxes, loteries mondiales / obligations à prime mondiales, fonds de partenariats publics-privés ;
- e) *Garanties publiques ; et*
- f) *Redevances.*

## ANNEXE 2

### Exemples de partenariats entre entités du secteur privé et entre ONG et secteur privé

33. *Environmental Markets Association (EMA)* : Regroupant plus de 150 sociétés, l'EMA encourage la formule des transactions sur les émissions comme outil de gestion de l'environnement. Au nombre de ses objectifs figure la promotion et l'application des politiques et réglementations applicables aux marchés des droits d'émission.
34. *Principes d'Équateur* : Établis par la SFI et plusieurs institutions financières de premier plan, les Principes d'Équateur proposent une approche permettant à ces institutions de déterminer, d'évaluer et de gérer les risques financiers en tenant compte des aspects sociaux et environnementaux dans le financement des projets. Ces principes s'adressent à ceux qui contrôlent les grands flux de financement (prêts commerciaux, marchés financiers, crédits à l'exportation et financement du développement) dans le monde. Il les encourage à prendre en compte les objectifs environnementaux et à réduire le financement des investissements préjudiciables à l'environnement.
35. *Global Village Energy Partnership (GVEP)* : Le GVEP est un partenariat libre qui rassemble des gouvernements de pays en développement et de pays industrialisés, des organisations publiques et privées, des institutions multilatérales, des consommateurs et d'autres parties dans une démarche visant à permettre l'accès des pauvres aux services énergétiques modernes. Le GVEP offre un certain nombre de services novateurs dont la facilitation des financements.
36. *International Emissions Trading Association (IETA)* : Constituée de 103 sociétés internationales des pays membres et non membres de l'OCDE, l'IETA veut être la voix des milieux d'affaires sur le marché des droits d'émission. Cette association a pour objectifs de promouvoir une vue globale du système des transactions sur les droits d'émission, l'un des outils de la lutte contre le changement climatique, de participer à la conception et à l'application de règles et normes nationales et internationales, et de devenir la source d'information la plus récente et la plus fiable sur le marché des droits d'émission des gaz à effet de serre.
37. *Responding to Climate Change (RTCC)* : RTCC est une ONG liée par des partenariats stratégiques à plusieurs sociétés, associations professionnelles et agences gouvernementales. Les principaux objectifs de cette ONG sont d'aider à démontrer le bien-fondé de la participation des entreprises à la lutte contre le changement climatique et de soutenir des initiatives de partenariat multipartite. RTCC travaille avec 59 partenaires stratégiques dans différents secteurs.
38. *The Katoomba Group (TKG)* : Groupement d'experts des secteurs de la forêt et de l'énergie, d'instituts de recherche, de milieux financiers, et d'ONG à vocation environnementale, TKG apporte son appui aux marchés des services écologiques et aux mécanismes de rémunération de ces services à travers le monde. Il rassemble et diffuse les enseignements tirés de ce travail.

39. *Initiative de financement du PNUE (FI)* : L'Initiative de financement du PNUE est un partenariat mondial établi entre le Programme et le secteur financier privé. Le PNUE travaille en étroite collaboration avec près de 200 institutions financières signataires d'une des déclarations dans le cadre de l'Initiative et avec toute une gamme d'autres organisations pour rechercher et exploiter les synergies entre l'environnement, la viabilité des projets et les résultats financiers.

### **Autres documents de référence**

Biller, D., and Sermann, K. *Financing Biodiversity*. Draft background paper for discussion at session V.2 of the OECD Global Forum on Sustainable Development: Conference on Financing Environmental Dimension of Sustainable Development. Paris, 24-26 April 2002.

Binger, A. *Global Public Goods and Potential Mechanisms for Financing Availability*. Background paper prepared for the Fifth Session of the Committee for Development Policy meeting, New York, New York. April 7-11, 2003.

Bishop, J. *Stimulating Private Investment in Biodiversity Conservation*. Presentation at the OECD Workshop in Multilateral Environmental Agreements and Private Investment, Helsinki, 16-17 June 2005.

CBD Executive Secretary. *Financial Resources and Mechanism (Articles 20 and 21): Additional Financial Resources: Status, Gaps and Options*. Paper prepared for the CBD COP Eighth meeting, Curitiba, Brazil, 20-31 March 2006.

GEF. *Additional Information to Support the GEF Strategy to Enhance Engagement with the Private Sector*. Paper prepared for the GEF Council Meeting, Washington, D.C., June 6-9, 2006.

GEF. *Financing for Environment and Sustainable Development in Developing Countries*. Paper prepared for the Ministerial Roundtable on Financing for Environment and Sustainable Development. First Session, Monterrey, Mexico, March 17-18, 2002.

Grigg, A. *Improving Co-operation and Encouraging Private Investment that Supports MEA Implementation*. Background paper for the OECD Workshop on Multilateral Environmental Agreements and Private Investment, Helsinki, 16-17 June 2005.

Ministry of the Environment, Finland. *Promoting Business Contribution to Addressing Global Environmental Problems*. Background paper for the OECD Workshop in Multilateral Environmental Agreements and Private Investment, Helsinki, 16-17 June 2005.

The World Bank. *Clean Energy and Development: Towards an Investment Framework*. Washington, D.C. 2006.

World Trade Organization. *Doha Ministerial Declaration*. Doha, Qatar, November 2004.

